

JAPON

Yoshio Kodama, le yakusa de la CIA



En Asie comme en Europe, les États-Unis se sont appuyés sur les criminels de guerre vaincus pour reconstruire les États qu'ils occupaient en utilisant leur savoir-faire dans la lutte anti-communiste. Au Japon, le général MacArthur a laissé Yoshio Kodama jouir de son immense fortune, acquise en pillant la Chine. Le nationaliste yakusa a installé ses hommes dans tous les rouages du pays, transformant les nouvelles institutions démocratiques en simples façades. D'une main de fer, il a veillé au respect de la ligne atlantiste jusqu'à sa chute, lors du scandale Lockheed à la fin des années 70.

page 2

Après Beslan, un étrange « élan de sympathie »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'assassinat de centaines d'otages à Beslan qui devrait susciter un élan de solidarité internationale avec les Russes est au contraire exploité contre le gouvernement Poutine. Jean de Boishue déplore les anciens réflexes soviétiques de la Russie, Konstantin Sonin semble lui donner raison en exigeant l'élimination des terroristes. De son côté, Ahmed Zakaev, condamne les méthodes du commando tout en lui exprimant sa compréhension.

page 10

REPÈRE : 5 SEPTEMBRE 1941

« La France aux Français » au Palais Berlitz

Le 5 septembre 1941 est inaugurée à Paris, au Palais Berlitz, l'exposition « Le Juif et la France ». Sous-titrée « Rendons la France aux Français - le péril métèque », elle est conçue et organisée par le directeur du Bureau des Affaires juives, Louis Darquier (alias Darquier de Pellepoix), et le chargé de la propagande de l'État français, Philippe Henriot, assistés de Jean Hérold-Paquais de Radio-Paris. L'exposition se veut scientifique et se propose de définir un portrait physique et physiologique des juifs. Des tableaux et sculptures détaillent chaque caractéristique : oreilles larges, massives et décollées, bouche charnue, lèvres épaisses, lèvre inférieure débordante, nez fortement convexe, mou et à larges ailes, sillon naso-labial, traits mous... « Les enfants de France doivent apprendre à identifier les juifs afin de s'en garder » explique Darquier qui précise que ce travail « d'éclairage des esprits français permet de lutter contre le péril de la corruption métèque et de rendre la France aux Français ».

L'exposition connaîtra un grand succès, près de 15.000 visiteurs le premier jour. ■



UNE « OPÉRATION PAPER CLIP » PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Depuis plusieurs années, Internet est devenu un outil indispensable aux chercheurs pour accéder à certaines informations, loin de l'Histoire officielle. Ce qui en fait la cible de la censure moderne. Celle-ci s'est adaptée à la particularité du média et ne cherche donc plus à supprimer l'accès aux informations mais plutôt à les « noyer » pour les rendre difficilement accessibles. Ainsi, pour faire disparaître le souvenir de l'opération Paperclip de recyclage de cadres nazis aux plus hauts niveaux des administrations US, on a lancé, au nom du « devoir de mémoire », une opération homonyme qui recouvre la première dans certains moteurs de recherche tels Google. Dans une petite ville du Tennessee, des élèves ont été invités à ramener six millions de « paperclips » (trombones) pour symboliser les victimes juives du nazisme. Cette initiative, baptisée opportunément « Opération Paper Clip » a reçu un vaste écho médiatique en Allemagne et aux États-Unis, permettant de faire « oublier » aux internautes l'une des opérations secrètes les plus sordides de l'immédiat après-guerre. ■

Japon

Yoshio Kodama, le yakusa de la CIA

En Asie comme en Europe, les États-Unis se sont appuyés sur les criminels de guerre vaincus pour reconstruire les États qu'ils occupaient en utilisant leur savoir-faire dans la lutte anti-communiste. Au Japon, le général MacArthur a laissé Yoshio Kodama jouir de son immense fortune, acquise en pillant la Chine. Le nationaliste yakusa a installé ses hommes dans tous les rouages du pays, transformant les nouvelles institutions démocratiques en simples façades. D'une main de fer, il a veillé au respect de la ligne atlantiste jusqu'à sa chute, lors du scandale Lockheed à la fin des années 70.



Kodama sortant du tribunal, en janvier 1984, après son unique comparution dans l'affaire Lockheed

Après la capitulation du Japon, le 14 août 1945, les principaux chefs ultranationalistes responsables de la militarisation du pays sont arrêtés par les autorités militaires états-uniennes commandées par le général MacArthur, nouveau maître de l'empire déchu. L'épuration est de courte durée car, dans le contexte de la Guerre froide, les occupants cherchent à faire de leurs anciens ennemis les artisans de la reconstruction du pays. Les criminels de guerre vont devenir les principaux artisans de la « démocratie » nipponne. La trajectoire politique de Yoshio Kodama, de l'ultranationalisme à la CIA, met en perspective les stratégies des services secrets états-uniens dont l'action est relayée au Japon par des chefs de gangs yakuzas.

Du fanatisme ultranationaliste au pillage de la Chine

À la fin des années 1920, Yoshio Kodama rallie la Société de l'océan noir (Genyosa), un groupe ultranationaliste fondé en 1881 par le charismatique Mitsuru Toyama [1]. L'organisation fournit à de grandes sociétés minières et industrielles des briseurs de grèves et des gardes du corps, généralement des yakuzas appartenant à des bandes contrôlées par Toyama. Les objectifs politiques de la Genyosa sont d'une part la restauration des valeurs traditionnelles incarnées par l'Empereur et, d'autre part, la militarisation du Japon. Pour Toyama, la mission de son pays est de dominer le continent asiatique (« l'océan noir » désigne les trois passages unissant le Japon, la Chine et la Corée). Bientôt relayée par la Société du fleuve amour - plus connue sous le nom de Dragon noir - fondée par le bras droit de Toyama, Ryohei Uchida, l'organisation travaille en étroite collaboration avec les services secrets japonais auxquels elle fournit des informations collectées par des réseaux d'espions installés en Mandchourie et en Corée. Mais les activités de la Société ne se limitent pas à des missions de renseignement. En 1895, le ministère de la Guerre fait appel à la Genyosa qui envoie en Corée une équipe de ninjas chargés de créer un incident - l'assassinat de la reine - destiné à justifier l'invasion du pays par les troupes japonaises. Trait d'union entre la tradition samouraï et le militarisme moderne, la Société de l'océan noir forme de nombreux yakuzas, parmi lesquels le jeune Kodama, qui aura l'occasion, notamment en Mandchourie, d'exercer leurs talents de chefs de guerre.



Société du Dragon Noir

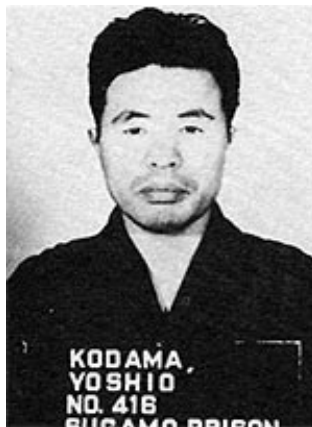
Mitsuru Toyama (au premier rang avec une barbe) et Yoshio Kodama (2ème en partant de la droite au premier rang).

En 1929, Yoshio Kodama, rejoint l'Associations des fondateurs de la nation (Kenkoku kai), une organisation mafieuse réputée pour ses méthodes violentes [2]. Il tente de rencontrer l'empereur Hirohito, un geste qui lui vaut six mois de prison. À sa sortie, il crée son propre groupe, la Société de la jeunesse pour l'indépendance (Dokuritsu Seinen Sha) et, en collaboration avec la Société pour l'action céleste (Tenko kai), monte un vaste programme d'assassinats de ministres, dont le Premier d'entre eux, l'amiral Saito (1934). Il est arrêté et emprisonné dans le pénitencier de Fuchu jusqu'en 1937.

À sa sortie, il incorpore l'armée japonaise, puis devient un efficace agent de

renseignement du service d'information du ministère des Affaires étrangères. De 1939 à 1941, alors qu'une partie de la Chine est occupée par les troupes nippones, il est à la tête d'une équipe d'espions mandchous [3]. Grâce aux contacts établis en Mandchourie, il obtient l'autorisation d'installer à Shanghai l'Agence Kodama (Kodama kikan) qui, en quelques années, va lui permettre d'amasser une fortune colossale. Officiellement, l'agence fournit des matériaux stratégiques au Japon. Grâce à cette couverture, Kodama, avec l'appui d'autres groupes armés, notamment la milice fasciste de Ryoichi Sasakawa [4], pille les ressources chinoises, trafique l'opium et supervise le trafic d'armes [5]. En 1945, le Kodama kikan possède un trésor de guerre évalué à 175 millions de dollars en platine et en diamant. Cette fortune, fruit de quatre ans de pillages, lui a notamment permis de financer à Shanghai, en échange de l'assentiment des autorités japonaises, la Kenpei tai, une police secrète [6]. À la fin de la guerre, il rentre au Japon et devient le principal conseiller du Premier ministre, le prince Higashikuni [7]. En 1946, il est logiquement arrêté par les autorités états-uniennes et emprisonné à la prison de Sugamo.

MacArthur recrute les criminels de guerre



Yoshio Kodama

Cependant à Washington, on débat du danger soviétique. Avant même que le président Truman n'ait tranché, la CIA se prépare à combattre l'URSS en engageant les cadres de l'Axe. En Europe, James J. Angleton, à la tête de l'unité X-2 recycle les fascistes et les nazis. En Asie, le général Willoughby fait de même avec les impérialistes nippons dans le cadre du G-2.

À Sugamo, deux cents cinquante prisonniers de guerre attendent d'être jugés. Parmi eux, Yoshio Kodama est à juste titre considéré comme un « criminel de classe A ». Les services de renseignement de l'armée d'occupation, le G-2 dirigé au Japon par le général Charles Willoughby, établissent un portrait de Yoshio Kodama particulièrement perspicace : *« Kodama est un homme doublement dangereux. Son long et fanatique engagement dans les activités ultra-nationalistes marquées par la violence et son influence sur la jeunesse font de lui un homme qui libéré représenterait certainement une grave menace. En outre, selon toutes probabilités, son étroite coopération à l'effort de guerre japonais, lui a fait acquérir une grande fortune qui lui permettrait de financer n'importe quelle activité. Il pourrait donc devenir l'un des plus grands artisans de la reconstruction du Japon ».*

Plutôt que de juger Kodama, le G-2 préfère lui proposer un marché : il sera libéré s'il accepte de coopérer. MacArthur [8], nommé Commandant suprême des forces alliées (SCAP), a pour projet, conformément aux directives de Truman, de faire du Japon le bastion de l'interventionnisme états-unien dans le Sud-Est asiatique. Dans un premier temps, le général mène une campagne d'épuration politique dont sont victimes les membres de certaines sociétés ultra-nationalistes, comme la Société du dragon noir ou la Société de la vertu militaire (Butokukai), jugés responsables de la militarisation du Japon. Mais,

dès 1947 alors qu'est théorisée la stratégie du containment [9], il abandonne ce projet et cherche à faire de ses anciens ennemis et de leurs fortunes les piliers de la reconstruction du Japon. Seuls vingt huit accusés sont condamnés lors du procès de Tokyo, équivalent japonais du procès de Nuremberg qui, théoriquement, devait définitivement écarter de la scène politique les ultranationalistes nippons.

La plupart des criminels de « classe A » sont libérés après avoir purgé à peine deux années de prison à Sugamo. Ryoichi Sasakawa dira plus tard que son séjour à Sugamo fut « *des vacances offertes par le bon Dieu* ». Ce n'est pas Yoshio Kodama, l'un de ses compagnons de cellule, qui le contredira. Ces années d'emprisonnement lui ont permis d'écrire deux livres *J'ai été vaincu* et *Journal de Sugamo* et d'établir des contacts avec d'autres criminels de « classe A » qui auront un rôle décisif dans la construction, encadrée par les États-Unis, de la démocratie japonaise. Il côtoie notamment le futur Premier ministre Nobusuke Kishi, ancien ministre des Munitions du gouvernement de guerre du général Tojo. En lui rendant sa liberté, le G-2 fait de Kodama un agent particulièrement puissant. Avant d'être arrêté, il a confié son immense fortune à un autre leader de l'extrême droite, Karuko Tsuji. Le trésor de guerre va être investi dans la fondation d'un grand parti de droite, le Parti libéral qui, en fusionnant en 1955 avec le Parti démocrate, deviendra le Parti libéral démocrate, organisation politique qui dirigera le Japon pendant un demi-siècle.



Major général Charles Willoughby

Le principal artisan de cette alliance entre les yakuzas et la diplomatie secrète des États-Unis est un proche collaborateur de Douglas MacArthur, le responsable du G-2 Charles Willoughby. Cet officier d'origine prussienne (son vrai nom est Adolf Tscheppe-Weidenbach) a servi aux Philippines. Il a de nombreux points communs avec les ultra-nationalistes japonais. Fasciste notoire, il a établi à Manille des contacts étroits avec les phalangistes espagnols. Après la guerre, il deviendra l'un des conseillers du général Franco, soutiendra, aux États-Unis, la campagne anticommuniste de Joseph MacArthur, se liera avec des personnalités d'extrême-droite - Haroldson Hurt, John Rousselot, Billy James Hargis - et collaborera au journal *The American Mercury*. De 1946 à 1948, il organise à Sugamo le recrutement d'hommes chargés de lutter activement contre le communisme. Dans le contexte de l'après-guerre, les services secrets états-uniens choisissent donc de collaborer avec les

nationalistes responsables de l'agression japonaise [10]. Willoughby engage le général Seizo Arisue, ancien chef du renseignement de l'état-major, Ryoichi Sasakawa, chef d'une milice fasciste, Nobusuke Kishi, proche collaborateur du général Tojo et Yoshio Kodama.

Le G-2 veut que Kodama réactive ses réseaux au Japon afin de lutter contre les syndicats de gauche et en Mandchourie pour monter des opérations d'espionnage. En 1949, les services secrets lui demande de casser les syndicats des mines de charbon. Les briseurs de grèves dirigés par Kodama échouent face à des mineurs résolus. Le G-2 le sollicite ensuite pour une opération en Chine consistant à envoyer un navire-espion déguisé en navire marchand à Shanghai. Les chinois, méfiants, interceptent le navire. Malgré ces deux premiers échecs, le G-2 lui confie une nouvelle mission. Kodama reçoit 150 000 dollars pour acheminer une cargaison de tungstène d'origine chinoise. Il échoue à nouveau. Kodama aura plus de chance en politique.

La « démocratie » sous contrôle de la pègre

Dès 1954, Kodama prépare la création du grand parti conservateur. Il est l'un des grands électeurs d'Ichiro Hatayoma qui devient Premier ministre en 1954. Parallèlement, il maintient les contacts avec ses amis yakuzas, notamment Haroko Tsuji et Hisayuki Machii qui contrôlent les boîtes de nuit de Ginza et ses alliés ultra-nationalistes dont Bin Akao surnommé le « Hitler du Japon ». En 1955, le Parti démocrate libéral, fruit d'une fusion dont le principal artisan n'est autre que Nobusuke Kishi, est créé en grande partie grâce à l'argent de criminels de guerre recrutés par le G-2

À la fin des années 50, il renoue des contacts avec les services secrets états-uniens. La bataille de l'Ampo [11] va lui donner une occasion de réunir les différents gangs de Tokyo au sein d'une organisation anticommuniste unique. En 1957, son ami Nobusuke Kishi [12], après avoir occupé le poste de Secrétaire général du PLD, devient Premier ministre et entreprend de récompenser ses alliés de toujours. Le yakuza Ichiro Kono, élu à la Diète, est ainsi nommé ministre de l'Agriculture tandis que le monopole de la gestion des paris sur les courses de hors-bords est confié à Ryoichi Sasakawa. Dans la même période, Kodama participe à la création de la Ligue anti-communiste des peuples d'Asie (People's Anti-Communist League - APACL) qui donnera naissance à la Ligue anti-communiste mondiale (World Anti-Communist League - WACL) [13]. En 1960, alors que les rares mouvements de gauche encore existants tentent de s'opposer à la ratification d'un nouveau traité de sécurité autorisant les États-Unis à installer des armes nucléaires sur le territoire japonais [14], Kishi fait appel à Kodama pour casser le Conseil du peuple contre la révision du traité de sécurité (l'Ampo). Malgré l'opposition, Kishi ratifie de force le traité en interdisant l'accès du Parlement aux socialistes. Mais la partie n'est pas finie. Il reste à accueillir dignement, « sans perdre la face », le Président Eisenhower. Pour cela Kishi envisage d'engager des yakuzas afin de briser l'Ampo. Yoshio Kodama organise cette participation de la pègre en rassemblant pour la première fois les principaux parrains de Tokyo : Kakuji Inagawa, chef du Kinsui-kai, Yoshimitsu Sekigami, patron du Kinsui-kai et Kinokuse Ozu. Leur mission consiste à combattre, au côté de vétérans de la Seconde Guerre mondiale, les militants de l'Ampo. Les yakuzas et les ultra-nationalistes transforment les

manifestations en batailles rangées. Le 15 juin 1960, des étudiants de l'Ampo se réunissent devant le Parlement ; la charge des troupes de choc fait plusieurs dizaines de blessés et une étudiante est tuée. Nobusuke Kishi est contraint de démissionner et la visite d'Eisenhower est annulée. Mais, à la grande satisfaction des faucons états-uniens, le traité de sécurité n'est pas remis en question par son successeur.

Cet échec met momentanément Kishi sur la touche mais a permis à Kodama d'accroître son emprise sur les gangs. Il participe activement à la fondation de la Zen ai kaigi (Conseil général des organisations patriotiques), héritage direct de la bataille de l'Ampo puis il tente en 1963 de rassembler tous les gangs dans un groupe politique unique, le Kanto-kai, dont l'objectif officiel est la lutte contre le communisme. Malgré l'habileté du parrain, son projet se heurte à l'hostilité de Kazuo Taoka, le chef du gang d'Osaka. La fédération, dirigée par Kakuji Inagawa, comprend finalement sept gangs et ne dépasse pas les limites de Tokyo. Rapidement, les conflits entre les gangs provoquent l'éclatement de l'alliance. Le Kanto-kai est dissous en 1965. Cet échec ne réduit pas la considérable influence de Kodama sur la pègre japonaise. Il arbitre souvent, avec son ami Sasakawa, les guerres des gangs.

L'affaire Lockheed : la CIA démasquée

L'affaire Lockheed va révéler en 1976 les liens unissant Kodama et la CIA. Tout commence en 1957 quand John Kenneth Hull, représentant de la firme Lockheed, s'installe au Japon avec pour objectif de vendre à l'armée le chasseur Startfighter. Dans un premier temps, il contacte Taro Fukuda, un ami personnel de Kodama (les deux hommes se sont rencontrés en Mandchourie). En 1958, Kodama passe un accord avec Lockheed ; son rôle consiste à faire jouer ses relations pour que l'Agence nationale



Kakuei Tanaka

de la défense nipponne choisisse le chasseur Startfighter plutôt que le Grumman F-11F. Il prend appui sur deux principaux alliés : Nobusuke Kishi, alors Premier ministre, et Bamboku Ohno, vice-président du Parti libéral démocrate. L'opération est un succès. Au total, Lockheed parvient à vendre 230 Startfighters. La firme fait à nouveau appel à Kodama pour vendre son nouvel appareil de transport civil, le Tristar L-1011. Pour cela, il sollicite son ami Kenji Osano, un proche du ministre du Commerce international et de l'Industrie, le futur Premier ministre Kakuei Tanaka. Il obtient aussi de Sasakawa le silence des associations de riverains. Quand Tanaka accède au poste de Premier ministre, il accepte le marché proposé par Lockheed qui vend ainsi plusieurs dizaines de Tristar. Pour l'ensemble de ces services, Kodama reçoit plus de trois millions de dollars. D'autres ventes lui rapportent neuf millions de dollars.

Cette affaire de corruption met en lumière les activités de la CIA au Japon. En effet, l'acheminement secret des fonds a été confié à des spécialistes du courtage monétaire employés par la CIA. La firme new-yorkaise Deak and company, fondée avant la Seconde Guerre mondiale par Nicholas Deak, un émigré hongrois recruté par l'Office of Strategic Service (OSS), a assuré le transfert

« discret » des capitaux de la Suisse au Japon. Rien d'étonnant au fait qu'Henry A. Kissinger, au moment où le scandale Lockheed éclate, déclare que la divulgation de tous les éléments relatifs à l'affaire porterait préjudice à la sécurité nationale états-unienne.

Le scandale éclate en 1976 entraînant la démission de Tanaka. En 1977, Kodama « perd la face ». Pour la première fois depuis 1934, il doit s'expliquer devant la justice japonaise. Sa chute est totale. Il est victime d'une série d'attaques et se réfugie dans sa résidence privée pour se reposer à l'abri des media qui font de l'affaire Lockheed le symbole de la corruption des élites politiques du Japon. L'un de ses admirateurs, Maeno, tente de l'assassiner en s'écrasant sur la demeure de Kodama à Tokyo. Le parrain déchu survit à l'attentat kamikaze.

Il meurt, le 17 janvier 1984, dans un lit, sans avoir eu le courage de mourir selon la voie du samouraï.

Denis Boneau

[1] Mitsuru Toyama, après plusieurs années prison, rejoint, à la fin des années 70, le premier groupe nationaliste du Japon, la Société de la fierté nationale (Kyoshisha). En 1881, il fonde la légendaire Société de l'océan noir (Genyosa). Toyama meurt, en 1944, peu de temps avant la dislocation de l'éphémère empire japonais. David Kaplan et Alec Dubro, *Yakuza, la mafia japonaise*, Éditions Philippe Picquier, 2002.

[2] Le Kenkoku kai a été fondé par Shinkichi Vesugi et Bin Akao

[3] En 1931, les services secrets japonais organisent le sabotage de la voie ferrée du transmandchourien afin de justifier l'invasion de la Mandchourie.

[4] Voir « **Ryoichi Sasakawa, un criminel de guerre respecté** » par Denis Boneau, *Voltaire*, 17 mai 2004.

[5] Le Kodama kikan fait partie du réseau d'organisations collaborant à l'opération Lys d'or. Kodama est chargé d'acheminer le trésor de guerre japonais, fruit du pillage de la Chine, d'abord vers Singapour, puis vers les Philippines où plus de 170 sites de stockage seront, après la guerre, découverts par les troupes états-uniennes. Peggy et Sterling Seagrave, *Gold warriors : American's secret recovery of Yamashita's gold*, Verso éd., 2003.

[6] Jeffrey Bale, « Privatising covert action : the case of the Unification church », *Lobster*, Mai 1991.

[7] En 1945, alors que la défaite japonaise semble inéluctable, treize membres de l'Association pour la vénération de l'Empereur et pour l'expulsion des barbares (Sonjo doshikai) se réunissent sur la colline Atagoyama. Un seul d'entre eux refusera de se suicider : Yoshio Kodama. Scott Anderson, Jon Lee Anderson, *Inside the League, The shocking exposé of how terrorists, nazis and latin american death squads have infiltrated the World anti-communist league*, Dodd, Mead and Company, New York, p. 63.

[8] MacArthur, fils d'un héros de la guerre de sécession, est promu général à 38 ans en récompense de ses exploits durant la Première Guerre mondiale. Il accède au rang de chef d'état-major de l'Army, en 1932. Il conseille ensuite le gouvernement philippin en tant que maréchal de l'armée philippine. Il est chassé de Manille par les Japonais, en 1941. En 1944, il débarque aux Philippines à Leyte et reprend Luçon, puis Manille en 1945. Le 30 août 1945, il devient le maître (Supreme commander of allied forces) du Japon occupé. Ses trois principaux collaborateurs sont le général Robert Eichelberger, chargé du maintien de l'ordre, le général Courtney Withney, chargé de négocier les grandes réformes avec les autorités japonaises et le général Willoughby, chef des services de renseignements de l'armée (G-2). Jacques Gravereau, *Le Japon, l'ère Hirohito*, Notre siècle, Éditions imprimerie nationale.

[9] L'endiguement ou « containment » est une doctrine élaborée par le président états-unien Harry Truman à partir de 1947. Il s'agit de contenir l'expansion de la zone d'influence de l'URSS par tous les moyens, notamment la lutte acharnée contre les mouvements d'inspiration socialiste, le tout au nom de la « défense du monde libre ».

[10] Willoughby, comme James Angleton qui en Europe recrute des agents parmi les criminels de guerre nazis, est membre de l'Ordre de Malte.

[11] À partir de 1960, de violents affrontements opposent les manifestants hostiles à la « nucléarisation » du Japon souhaitée par les États-Unis aux troupes de choc commandées par Kishi et Kodama. L'objectif du Premier ministre est de faire taire la contestation par la violence.

[12] De 1936 à 1939, Nobusuke Kishi occupe un poste décisif à Mandchouko, l'État créé en Mandchourie après l'invasion japonaise. Il est nommé ministre du Commerce et de l'Industrie puis ministre des Munitions du général Tojo. Enfermé à Sugamo jusqu'en 1948, il est disculpé par les autorités états-uniennes en 1952.

[13] « **La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[14] L'installation sur le territoire japonais de bases nucléaires provoque une indignation légitime liée au souvenir de la destruction en 1945 d'Hiroshima et Nagasaki. Les partisans de l'Ampo craignent que le Japon « nucléarisé » devienne une menace pour l'Union soviétique qui abat en 1960 un avion espion U-2 survolant le territoire russe.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Après Beslan, un étrange « élan de sympathie »

Analyse

L'assassinat de centaines d'otages à Beslan qui devrait susciter un élan de solidarité internationale avec les Russes est au contraire exploité contre le gouvernement Poutine, tour à tour rendu responsable de la situation dont il a hérité en Tchétchénie et de l'issue tragique à Beslan.

Avec empathie, Jean de Boishue relève dans *Libération* que la Russie n'a pas encore appris à gérer ce type de crise de manière démocratique et a fait le constat de son impuissance, ou plutôt de ses anciens réflexes hérités des dictatures tsaristes et communistes.

Involontairement, Konstantin Sonin confirme cette analyse dans le *Moscow Times* : il préconise de marier les habituelles méthodes expéditives et la démocratie en s'inspirant du modèle israélien. Assassiner méthodiquement toutes les personnes impliquées dans l'organisation de cette prise d'otages, où qu'elles se trouvent et quel que soit le temps nécessaire, serait une marque de fermeté compatible avec le maintien de la démocratie.

De son côté, l'un des dirigeants tchétchène en exil, Ahmed Zakaev, condamne dans le *Guardian* les méthodes du commando tout en lui exprimant sa compréhension. Il en profite pour réitérer sa position selon laquelle la Tchétchénie est victime d'une occupation de type colonial. Pourtant, d'une manière générale autant qu'au regard de la brutalité de l'histoire russe contemporaine, les horreurs de la répression ne font pas la preuve du bien-fondé de la rébellion.

Surfant sur l'émotion suscitée par le massacre de Beslan, Daniel Pipes demande dans le *Jerusalem Post* que l'on nomme un chat, « un chat », et les preneurs d'otages des « terroristes ». Il déplore particulièrement la complaisance de l'agence Reuters qui a donné consigne par écrit à ses journalistes d'éviter l'usage

du mot « terroriste ». M. Pipes voit dans ce comportement un parti pris pro-palestinien, alors que la note de Reuters porte sur les attentats du 11 septembre. Quoi qu'il en soit, il est de la fonction des intellectuels de trouver les mots justes pour faciliter des analyses précises, et il est du rôle des propagandistes de mettre en avant des concepts fourre-tout qui entraînent des amalgames. D'ailleurs, à ce jour, aucune instance internationale n'a été en mesure de donner une définition univoque du terrorisme.

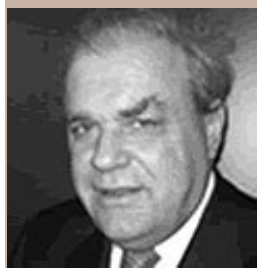
Les États-Uniens persistent à faire confiance à leurs institutions pour défendre les libertés individuelles. Ils espèrent que le Congrès jouera son rôle de contre-pouvoir, qu'il mettra fin aux violations des droits de l'homme qu'il constate, et qu'il sanctionnera les coupables. L'avenir proche nous dira s'ils ont raison ou s'ils sont naïfs, c'est-à-dire si leur pays est une démocratie en crise ou si elle est devenue un régime autoritaire.

Richard Ben-Venise et Lance Cole, qui ont tous deux participé à la Commission présidentielle sur le 11 septembre, déplorent dans le *New York Times* que les recommandations de leur Commission en matière de libertés publiques aient fait l'objet d'une application déformée. Alors que la Commission préconisait de circonscrire les pouvoirs d'exception à la seule lutte anti-terroriste en soumettant leur exercice à la surveillance d'une instance indépendante, George W. Bush s'est contenté d'installer une sorte de Bureau des plaintes à la Maison-Blanche. Les deux auteurs espèrent maintenant que le Congrès les entendra. Le professeur Steve Andreasen s'étonne dans le *Washington Post* des conclusions de la Commission Schlessinger sur les tortures à Abu Ghraib. Il n'est pas sérieux de faire porter la responsabilité exclusivement sur des militaires alors que les mémos du département de la Justice, par exemple, attestent du soutien d'autres départements administratifs. Là encore, il place son espoir dans le Congrès pour faire toute la lumière.

Enfin, John Prendergast de l'International Crisis Group dénonce une nouvelle fois la passivité du Conseil de sécurité de l'ONU face au drame du Darfour. Le génocide est comparable à celui du Rwanda, assure-t-il dans le *Washington Times*, et personne n'a l'excuse de ne pas savoir. Il s'agit-là d'un argument répété à satiété par les commentateurs anglo-saxons, comme le fruit d'une évidence. Pourtant, l'ONU et diverses autorités africaines contestent à la fois les faits et leur analyse, rejetant par voie de conséquence d'agir comme on les presse de faire. D'un autre côté, le fait que les Anglo-saxons aient un intérêt économique et stratégique à intervenir ne signifie pas que leur analyse soit totalement erronée.

Réseau Voltaire

Jean de Boishue



Agrégé de russe, Jean de Boishue est ancien secrétaire d'Etat français à l'enseignement supérieur (1995-1997). Il a été directeur de rédaction de la revue du RPR, *Une certaine idée*.

« Beslan : les faillites d'un monde antique »

Source : Libération

Référence : « Beslan : les faillites d'un monde antique », par Jean de Boishue, *Libération*, 8 septembre 2004.

L'épouvantable tuerie de Beslan ne peut malheureusement pas être considérée comme une surprise car la Russie n'est pas capable d'une guerre contre le terrorisme. Cette affaire démontre la faillite de son système de sécurité et on ne saura peut-être jamais si ce sont les preneurs d'otages qui ont pris l'initiative du bain de sang ou si ce sont les commandos du FSB qui ont pris la décision d'un assaut calamiteux. Quelle que soit la réalité, on a malheureusement pu constater l'incurie des services d'urgence russes après l'assaut.

Le constat d'échec vaut aussi pour l'assaut ou le contre-assaut du FSB. On ne pouvait pas plus mal faire, puisque la quasi-totalité des otages a soit perdu la vie, soit subi de graves traumatismes. La seule réussite est l'élimination des preneurs d'otage. Rien d'étonnant à cela, pendant des décennies, le savoir-faire policier soviétique était tourné contre sa propre population et le système policier russe reste encore à reconstruire pour qu'il apprenne à fournir cette protection qu'un État démocratique doit à ses citoyens. Paradoxalement, la Russie d'aujourd'hui n'a aucune culture sécuritaire et son adhésion, voulue en fait par les Américains, au club de l'anti-terrorisme mondial ne suffit pas pour traiter des désordres de toute nouvelle nature. À Beslan comme ailleurs, les Russes ont pratiqué ce qu'ils ont toujours fait sur les champs de bataille : l'assaut. _La tuerie de Beslan révèle l'immensité du champ démocratique que la Russie a encore à conquérir. Les scories du communisme, voire du tsarisme, qui pèsent d'un poids énorme. On a tort de reprocher à Jacques Chirac ou à l'Europe de « ménager » Poutine. Rien ne serait plus dangereux que d'enfermer les Russes dans le deuil de leurs blocages. Mieux que quiconque, le peuple russe sait de quoi la tragédie de Beslan est faite. Il faut l'aider en démontrant qu'il vit désormais en Europe et plus dans son empire. Le problème n'est pas de chercher des coupables, mais de savoir que, de bonne foi, les Russes n'ont fait que ce qu'ils savent faire.

Konstantin Sonin

Konstantin Sonin est professeur d'économie à la New Economic School/CEFIR

« Nous devons apprendre de l'expérience israélienne »

Source : Moscow Times

Référence : « We Should Learn From Israel's Experience », par Konstantin Sonin, *Moscow Times*, 7 septembre 2004.

Les causes et les conséquences de la tragédie de Beshan sont déjà devenues le sujet de débats houleux. D'autres pays dans le monde, notamment Israël, ont vécu des tragédies similaires et ont appris à vivre dans une situation de guerre perpétuelle.

Des millions de juifs ont péri durant l'Holocauste et beaucoup des meurtriers nazis sont partis émigrer en Amérique latine, mais Israël les a retrouvés. Israël a agi de la même façon avec les membres du commando de Munich de 1972. Ceux qui ont pris en otage nos enfants ne méritent pas moins. Il faut tuer les responsables de la prise d'otage. Si on sait que tous ceux qui ont été mêlés à cette prise d'otage ont été abattus, les chances de paix au Caucase augmentent. Peu importe le nombre d'année, peu importent où se trouvent les terroristes, il faut les éliminer. Ce n'est pas une question d'honneur, mais un travail routinier de l'État.

La manière forte employée par Vladimir Poutine en Tchétchénie n'est peut-être pas la meilleure méthode, mais c'est la méthode qui a été approuvée pour le peuple russe. En Israël, la ligne devient de plus en plus dure, mais le pays reste une démocratie et peut donc encore changer de politique. C'est le peuple russe qui a choisi la politique en Tchétchénie.

Ahmed Zakaev



Ancien vice-Premier ministre du gouvernement Tchétchène élu en 1997, Ahmed Zakaev est aujourd'hui le représentant d'Aslan Maskhadov. Le Royaume-Uni lui a garanti l'asile politique, en 2003,

« Nos enfants morts ou blessés »

Source : The Guardian

Référence : « Our dead and injured children », par Ahmed Zakaev, *The Guardian*, 7 septembre 2004.

Le dénouement de la prise d'otage de Beslan est barbare. Il n'y a aucune excuse pour les terroristes, même ceux qui ont été abattus au cours de l'opération mal menée par le FSB. Il n'y a aucun doute, la tragédie de Beslan est liée à la guerre en Tchétchénie puisque d'après le président d'Ossétie du Nord, la fin des combats en Tchétchénie était la seule revendication des terroristes avec le retrait de l'armée russe, une demande qui est la même que celle du président tchétchène élu Aslan Maskhadov.

Il y a dix ans, la Tchétchénie avait une population de deux millions d'habitants,

après qu'il eut été expulsé du Danemark.

aujourd'hui, ils ne sont plus que 800 000 en plus des 300 000 soldats russes qui sèment la terreur. La plupart des habitants ont fui, mais 200 000 civils tchétchènes sont morts dont 35 000 enfants, sans compter les blessés et les orphelins. En 1990, on nous avait promis d'être traités comme les autres républiques soviétiques, mais quand l'URSS s'est effondrée en 1993, la Russie a voulu reconstituer son empire et a commencé par la Tchétchénie qui a été présentée comme une partie du territoire russe dans la nouvelle constitution de ce pays, sans que nous ayons été consultés.

Quand **Vladimir Poutine** a lâché ses chiens de guerre en Tchétchénie, il a appelé cela une opération anti-terroriste afin de délégitimer les prétentions tchétchènes à construire un État. La plupart des Tchétchènes ont gardé foi en Maskhadov, mais la Russie l'accuse de chaque attentat afin de faire passer sa guerre en Tchétchénie pour une part de la guerre au terrorisme.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Éviter le mot en T »

Source : Jerusalem Post

Référence : " Avoiding the T-word ", par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 8 septembre 2004.

Le terrorisme ne devrait pas être difficile à définir, mais les médias évitent souvent d'employer le terme « terroriste » et lui préfère des euphémismes. Ainsi, dans l'assaut qui a coûté la vie à 400 personnes en Russie, la presse a majoritairement évité d'employer ce mot.

Les origines de la disparition de ce mot se retrouve dans le conflit israélo-palestinien où les journalistes ont préféré utiliser le mot « militant » plutôt « terroriste ». Cela a conduit à des situations absurdes où les citations de l'armée israélienne étaient modifiées afin de ne pas faire apparaître ce mot. Un journaliste de Reuters conseille de ne pas utiliser le mot « terroriste » car ces individus sont considérés comme des héros dans la population à Gaza. Cette situation a glissé du conflit israélo-palestinien sur d'autres théâtres. Le mot « militant » est donc utilisé partout comme un remplaçant du mot « terroriste » et ce langage politiquement correct obscurcit la réalité.

Richard Ben-Veniste, Lance Cole



Ancien directeur d'enquête dans l'affaire du Watergate, Richard Ben-Veniste est avocat et ancien membre de la Commission d'enquête sur le 11 septembre.



Lance Cole est professeur à la Penn State Dickinson School of Law. Il est ancien consultant de la Commission d'enquête sur le 11 septembre.

« Comment surveiller les surveillants »

Source : New York Times

Référence : « How to Watch the Watchers », par Richard Ben-Veniste et Lance Cole, *New York Times*, 7 septembre 2004.

La semaine dernière **George W. Bush** a signé quatre décrets concernant les recommandations de la Commission d'enquête sur le 11 septembre et **l'un d'eux a créé le Bureau de la sauvegarde des libertés civiles américaines**. Toutefois, ce nouvel organe qui devra conseiller le président ne répond pas pleinement aux préoccupations qui ont poussé la Commission à recommander la création d'un organe de contrôle des libertés.

Depuis les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, le gouvernement a obtenu de nouveaux pouvoirs et cela doit être tempéré par un contre-pouvoir dédié à la défense des libertés personnels. Mais le Bureau créé par **George W. Bush** ne répond pas à cet objectif. D'abord il y a trop de membres, ce qui dilue la responsabilité de chacun et, surtout, ses membres font tous partis des services ou agences qui doivent être surveillés. Il n'y a que des personnes extérieures au gouvernement qui puissent réaliser des travaux objectifs sur la défense de la liberté. Il faut également que l'organe soit non-partisan afin que la population ait confiance en lui et qu'il puisse faire un travail indépendant. Il faut que le pouvoir législatif puisse avoir un poids dans les nominations. Nous avons également recommandé la création d'un médiateur dans chaque département dont l'action peut porter atteinte aux libertés civiles. La décision du président est une reconnaissance bienvenue de la nécessité d'une action en faveur des libertés, mais le Congrès doit la renforcer.

Steve Andreasen



Ancien candidat démocrate malheureux au poste de représentant du Minnesota, Steve Andreasen a été directeur

« Au-delà des racines d'Abu Ghraib »

Source : Washington Post

Référence : « Beyond The Roots Of Abu Ghraib-><http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A1331-2004Sep6.html> », par Steve Andreasen, *Washington Post*, 7 septembre 2004.

Alberto R. Gonzales, conseiller à la Maison-Blanche, a présenté comme un document « non pertinent » l'un des mémos les plus troublants du département de la Justice états-unien. Il considérait que seuls les traitements extrêmes pouvant entraîner la perte de l'usage d'un organe ou de fonctions corporelles

de la politique de défense et du contrôle des armes au conseil de sécurité national sous les deux mandats Clinton. Il enseigne à l'Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs de l'Université du Minnesota.

pouvaient être considérés comme des tortures. Les actes cruels, inhumains ou dégradants échappent aux procès. Le mois dernier, la Commission Schlessinger sur les opérations de détention du Pentagone a déclaré que le département de la Défense s'était beaucoup appuyé sur ce mémo pour développer les techniques d'interrogatoire à Guantanamo qui ont ensuite été utilisées à Abu Ghraib. Contrairement à ce qu'affirme la Maison-Blanche, l'analyse des mémos est pertinente pour comprendre ce qui s'est passé à Guantanamo et Abu Ghraib. Le rapport Schlessinger conclue que la responsabilité des sévices va au-delà des soldats jugés, mais il se cantonne à dénoncer les responsables du Pentagone et pas de la Maison-Blanche, de la CIA ou du département de la Justice. La Convention des forces armées du Sénat devra déterminer ces responsabilités et étudier comment les législations de la guerre au terrorisme dérogent aux règlements internationaux. Les sénateurs doivent construire les fondations d'une nouvelle politique, en accord avec les engagements internationaux.

John Prendergast



John Prendergast est conseiller spécial de l'International Crisis Group. Il est ancien membre du National Security Council sur les affaires africaines et de l'US Institute of Peace

« Les champs de morts du Soudan »

Source : Washington Times

Référence : « Sudan's killing fields », par John Prendergast, *Washington Times*, 7 septembre 2004.

J'ai parlé avec des réfugiés au Soudan dans les régions contrôlées par les rebelles du Darfour et j'ai entendu des histoires terribles. L'échec de la communauté internationale à répondre aux champs de mort au Darfour rappelle le Rwanda, mais la situation y est encore moins excusable car la communauté internationale n'a eu que 90 jours pour répondre aux problèmes du Rwanda alors que les massacres durent depuis 17 mois au Soudan. En juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution faible qui donnait 30 jours à Khartoum pour répondre à une série de demandes. Malheureusement, cinq jours plus tard, l'envoyé spécial de l'ONU affirmait qu'il était impossible pour Khartoum d'y répondre dans le délai imparti. Cette déclaration a donné au Soudan une excuse pour repousser les demandes de l'ONU et aux alliés de Khartoum un moyen d'empêcher les sanctions contre le Soudan. Ces décisions ont des conséquences lourdes pour les réfugiés.

Aujourd'hui, la communauté internationale doit envoyer de l'aide, demander le déploiement de force de l'Union africaine et demander des comptes à Khartoum. Si les États-Unis mènent ces actions, des centaines de milliers de vies seront sauvées. Aujourd'hui, deux millions de personnes ont besoin d'aide, mais la moitié en reçoit. L'ONU demande à Khartoum de protéger les civils alors qu'il organise les attaques. Cela fait 15 ans que la communauté internationale négocie avec Khartoum alors que le Soudan commet des atteintes aux Droits de l'homme dans ses frontières et en dehors.

Il faut que la prochaine résolution du Conseil de sécurité prenne en compte ces aspects. Chaque jour, on compte 1000 morts et c'est notre choix.